

Le budget—M. Epp

Le député de Don Valley-Est (M. Smith) sait faire l'apologie du gouvernement. Il a un rôle à jouer, je l'admets. Toutefois, c'est la première fois aujourd'hui que l'on a entendu de sa bouche, et la première fois hier soir que l'on a entendu de la bouche du ministre des Finances que notre pays traversait peut-être une récession.

Mais la situation est plus grave encore. Faute d'emploi, faute de travail ou de débouchés, certains Canadiens traversent une dépression. C'est très grave. Et pourtant, il suffit d'observer aujourd'hui la réaction des Canadiens moyens au budget d'hier soir pour se rendre compte que c'est la vérité.

Ni le discours de l'honorable député de Don Valley-Est, ni le budget qui a été présenté hier soir, ne donnait à penser que le gouvernement pouvait être à la source des difficultés qu'éprouve le Canada. Quelles en sont donc les causes? C'est avant tout les États-Unis qui en sont responsables à cause de leur politique. En période de prospérité, combien de fois avons-nous entendu les députés d'en face se répandre en injures contre nos voisins du Sud? Maintenant que les choses ont changé, leur argument est que lorsque l'économie américaine se sera redressée, les choses iront mieux au Canada. Ils parlent d'une récession mondiale. Par exemple, le cours des métaux de base est faible. Lorsqu'on examine notre industrie minière et les marchés internationaux, on se rend compte que c'est un fait.

Un ancien ministre des Finances qui défendait alors le gouvernement libéral en place a un jour eu le toupet de dire que les prises d'anchois aux larges des côtes du Pérou étaient une source de difficultés pour notre économie. Jamais ils n'admettent que les promesses, les actions ou les décisions du gouvernement sont largement responsables des problèmes créés ici, au Canada. Ils refusent d'assumer cette responsabilité. Ils aiment se prévaloir de leurs petits privilèges, ils sont fiers des pouvoirs qu'ils exercent, mais combien de fois sont-ils prêts à assumer les responsabilités qui sont celles d'un gouvernement?

La question que nous devons nous poser ce soir est la suivante: peut-on ou doit-on croire le premier ministre (M. Trudeau) et le ministre des Finances? Nous avons tous entendu le premier ministre dire qu'il allait terrasser l'inflation. Malheureusement, de nombreux Canadiens l'ont cru. Avec le budget d'hier, on voudrait nous faire croire, malgré le Programme énergétique national, le budget du 12 novembre et les modifications qui y ont été apportées le 18 décembre, que si nous suivons ce fil nous sortirons de la vague de récession, que le taux d'inflation sera tout au plus de 6 p. 100 et que le bon temps reviendra au Canada.

Le gouvernement a peut-être compté sur sa chance une fois de trop. La confiance ne règne plus. Les ressources sont toujours là et le potentiel aussi, mais aujourd'hui les gens n'ont plus confiance en leur gouvernement. Ils ne vous croient plus, mesdames et messieurs; ils ne vous croient plus. Ils ont entendu tous vos beaux discours trop souvent.

• (2120)

Bien que cette attitude puisse se traduire par des résultats catastrophiques pour les libéraux aux prochaines élections—et

seul le temps le dira—ce n'est pas ce qui compte aujourd'hui. L'important, c'est qu'à cause de leur gouvernement, des Canadiens sont sans emploi. À cause de leur gouvernement, des Canadiens perdent leur maison. À cause de leur gouvernement, des hommes d'affaires perdent leur entreprise. À cause de leur gouvernement, des gens qui ont 30 ou 35 ans d'expérience, qui sont âgés de 50 ou 55 ans et qui espéraient prendre leur retraite dans cinq ou dix ans se retrouvent soudainement sans travail, dix ans plus tôt que prévu. Ils sillonnent le marché du travail pour trouver un emploi mais on leur répond qu'ils sont trop vieux.

C'est l'héritage du gouvernement et malgré tous les beaux discours, cela demeure et les Canadiens ne l'oublieront pas.

J'étais absent hier, monsieur l'Orateur, mais j'aurais aimé être ici. Je m'étais engagé auprès d'une petite localité dans ma circonscription. J'ai pris la parole à l'occasion de la collation des grades dans une école secondaire. Il y avait 19 diplômés. C'était une petite école secondaire si l'on considère les normes aujourd'hui. Au banquet, j'ai demandé à un certain nombre de ces diplômés quels étaient leurs plans maintenant qu'ils allaient entrer dans le monde dit des adultes. Invariablement ils m'ont répondu: «Donnez-nous une chance, donnez-nous du travail, montrez-nous les débouchés et nous bâtirons ce pays». L'esprit d'initiative qui a présidé à l'édification de notre pays est encore vivace chez ces jeunes. Ce qui est tragique, c'est qu'à cause de la direction du gouvernement, ces jeunes cherchent des emplois et ne peuvent en trouver. Ces opportunités dont ils nous entendent parler, ces opportunités qu'ils sentent d'instinct dans le pays, à quel moment se rendent-ils compte qu'ils ne peuvent en tirer parti? Que deviennent ces jeunes gens, quelle est leur attitude face à notre pays, à ses institutions et, disons-le, monsieur l'Orateur, face au Parlement et au processus démocratique? C'est une question grave que je pose sérieusement. C'est une question à laquelle tous les députés et surtout ceux d'en face doivent répondre.

On nous raconte que nous pouvons combattre l'inflation à la condition de limiter nos ambitions. On demande aux Canadiens de limiter leurs ambitions pour leur pays! Croyez-vous que du temps de John A. Macdonald, Cartier et Brown on a fait croire aux Canadiens qu'en limitant leurs ambitions ils parviendraient à édifier leur pays? Pensez-vous que Laurier et Sifton ont dit aux immigrants qui sont arrivés les mains vides, qui se sont établis dans l'Ouest où on leur a seulement donné 160 acres de terre, qui les ont cultivés, qui ont fait pousser de quoi se nourrir, qui se sont bâti une maison, qui ont construit leur étable, de limiter leurs ambitions? Notre pays est allé plus loin encore qu'ils ne l'espéraient. Aujourd'hui, le gouvernement nous dit: «Limitez vos ambitions et tout ira mieux».

Non, ce devrait être le contraire, monsieur l'Orateur. Le gouvernement devrait pouvoir dire aux Canadiens, jeunes et vieux, que nous avons un grand pays plein de possibilités et que c'est à eux d'en faire quelque chose. Telle devrait être sa politique.

Des voix: Bravo!